

premier ministre du Canada, devait rédiger un discours qu'il devait prononcer devant la Commission des affaires extérieures. Je me trouvais son voisin de table et quand il eut prononcé son discours, il me demanda: "Que pensez-vous de ce discours, monsieur Haig?" Je lui répondis: "Pas grand chose, monsieur St-Laurent. Je suis sûr qu'il ne reflète pas la meilleure opinion canadienne." M. Coldwell m'appuya en disant: "Je partage l'opinion de M. Haig." Vous étiez là, monsieur le Président. De l'autre côté de la table se trouvait Paul Martin, qui déclara qu'il partageait l'avis de M. Haig. John Bracken appuyait M. Haig lui aussi. Puis M. St-Laurent dit: "Je partage l'avis de M. Haig." Il s'absenta pour une couple de jours puis il rédigea un vrai discours. Mais voici le côté comique de l'affaire: M. Bracken était son suppléant au comité, et le jour où M. St-Laurent devait prononcer son discours, celui-ci étant souffrant ne put s'y présenter et c'est M. Bracken qui donna lecture du discours. Les journaux américains publièrent que le chef du parti conservateur avait prononcé un magistral discours devant les Nations Unies. J'ai une très haute idée du rôle qu'ont joué en cette occasion nos représentants aux Nations Unies.

Je propose que le Canada ajoute au groupe qui représente le Gouvernement aux Nations Unies deux hommes ou deux femmes choisis dans les principaux partis et une personne choisie parmi chacun des autres partis. Ces représentants, j'en suis sûr, rapporteraient de leur participation au travail de cet organisme la même impression que j'ai eue: en dépit de ses faiblesses et de ses imperfections, c'est encore l'organisme le plus prometteur dont nous disposions aujourd'hui pour favoriser la paix mondiale.

A titre de délégué à cet organisme, j'avais la liberté d'exprimer mes propres opinions, mais il avait été convenu que ceux d'entre nous qui n'étaient pas membres du Gouvernement n'assisteraient pas aux séances où seraient discutées les questions d'ordre financier, qui feraient l'objet d'un vote.

Quelques mots maintenant au sujet de l'achat à crédit afin de rappeler aux honorables sénateurs les mesures prises, il y a environ cinq ans, par l'honorable Douglas Abbott, alors ministre des Finances, en vue de réduire les achats à tempérament. La statistique publiée récemment démontrait qu'à la fin de septembre dernier les achats à crédit s'élevaient au pays à quelque 1,885 millions de dollars. Le montant des achats a été très élevé, à l'époque de Noël, chez nous à Winnipeg, et je présume qu'il en a été de même dans d'autres villes, mais la plus grande partie était des achats payables par

versements échelonnés. Cet état de choses, me semble-t-il, est de nature à créer une fausse économie, et je me demande ce qui va arriver si la situation empire. Je crois le moment venu d'établir des restrictions de nature à prévenir ces achats massifs à crédit.

Dans un avis de motion, le leader du Gouvernement (l'honorable M. Macdonald) mentionnait ce soir la ratification de l'accord conclu entre l'Allemagne et les pays de l'OTAN au sujet de la situation européenne. A mon avis, la sécurité mondiale n'est pas plus assurée aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a un an, et nous ne pouvons nous permettre de relâcher nos efforts en vue de maintenir la paix. L'incident récent survenu à l'Assemblée nationale de France démontre combien la situation est délicate dans cette partie du monde. C'est pourquoi il nous incombe, à nous Canadiens, de voir clairement où nous allons quand il s'agit de la ratification de cet accord.

J'anticipe peut-être sur les observations que formuleront à ce sujet certains de mes collègues, mais j'affirme que le Canada a une plus grande responsabilité qu'aucune autre nation du globe, voire les États-Unis et la Grande-Bretagne, lorsqu'il s'agit de décider aujourd'hui quel rôle devra jouer l'Allemagne parmi les nations. Les autres pays savent que le Canada n'aspire pas à la domination mondiale. Cette affirmation ne comporte aucune critique à l'endroit des États-Unis ou de la Grande-Bretagne, car je sais fort bien la lutte magnifique que ces deux nations ont soutenue, en ces dix dernières années, pour faire avorter les tentatives de domination mondiale de la Russie. Je n'ose imaginer ce qui aurait pu arriver, n'eût été leur intervention. Mais aujourd'hui le Canada, tout comme les autres pays, a son mot à dire lorsqu'on doit décider s'il est opportun de réarmer l'Allemagne.

Ceux d'entre nous qui étaient dans cette enceinte le 9 septembre 1939, se souviennent parfaitement que chaque sénateur s'est levé et s'est prononcé lorsqu'il s'est agi de savoir si le Canada devait déclarer la guerre à l'Allemagne. Il ne s'est pas produit la moindre dissidence, bien que tous nous nous rendions compte que les fils et les parents de nombre d'entre nous devraient traverser les mers et que quelques-uns pourraient bien ne pas en revenir.

Cette décision prise, nous nous sommes ensuite demandés s'il était à propos de nous allier à la Russie pour combattre l'Allemagne. Nous savions bien que le Canada ne constituait pas un élément très puissant dans ce conflit entre ces deux pays géants, mais aucun d'entre nous n'a pensé, à tort ou à raison, qu'il n'y avait pas lieu de présenter un front